

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Pressions-sur-le-Venezuela-1.html>

Pressions sur le Venezuela : l'impérialisme est aussi espagnol !

- Actualité politique internationale -

Publication date: dimanche 23 juin 2019

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les plus grandes réserves prouvées nationales de pétrole ne sont pas celles de l'Arabie saoudite, ni celles d'un autre pays du Moyen-Orient. Elles sont au Venezuela.

Depuis maintenant près de six mois, les puissances impérialistes, en premier lieu les États-Unis, ont décidé de s'en prendre avec énergie au Venezuela et à son processus révolutionnaire bolivarien. S'il est vrai que les États-Unis ont toujours eu particulièrement à cœur de conserver leurs intérêts en Amérique du Sud, leur « chasse gardée » selon « la doctrine Monroe », Il n'en demeure pas moins que leurs alliés de l'OTAN cherchent eux aussi à conserver leur part du gâteau dans le continent sud-américain et en particulier au Venezuela.

L'Union Européenne essaye de tirer son épingle du jeu. En France, par exemple, Emmanuel Macron a rapidement reconnu le putschiste Juan Guaido comme « président en charge » du Venezuela dès sa propre auto-proclamation à ce titre.

Un autre pays membre de l'UE et de la Zone Euro, plus timidement, tente de profiter de la situation pour retrouver sa grandeur passée : l'Espagne.

Au 19^{ème} siècle, l'Amérique latine a connu une vague d'indépendance acquise par de grandes luttes contre l'Espagne. Pourtant, près de deux siècles après, l'ancienne métropole continue à jouer un rôle politique et économique important. Au Venezuela, la présence des monopoles capitalistes espagnols se manifeste sous divers aspects. Iberdrola, compagnie énergétique, a réalisé de grands travaux d'électrification dans le pays. L'entreprise s'est retirée, en 2013, suite au refus du gouvernement bolivarien de payer des factures exorbitantes. De même, l'entreprise REPSOL participe à de nombreux projets d'extraction de pétrole brut, en lien avec PDVSA, compagnie pétrolière nationale vénézuélienne nationalisée par Hugo Chavez. On touche là au nerf de la guerre. Au niveau bancaire aussi, la bourgeoisie espagnole essaye de tirer son épingle du jeu. Santander est, par exemple, propriétaire à 93% du Banco de Venezuela. Pour finir, le grand groupe espagnol PRISA, propriétaire du puissant quotidien hispanique El País possède aussi d'importantes actions à Cisneros. Ce dernier possède la plus grande chaîne privée vénézuélienne (Venevision) où le gratin de la réaction du pays vient déverser son venin et son mépris sur les politiques sociales et anti-impérialistes du gouvernement bolivarien.

L'Espagne jouit toujours d'une grande influence politique et économique au Venezuela. Il est donc presque assez logique de retrouver l'ancien Premier ministre espagnole, José Luis Zapatero, en tant que chargé de mission pour trouver les clés d'« un dialogue nationale » sous l'égide de l'UNASUR entre 2014 et 2018. Au niveau diplomatique, le gouvernement espagnol entretient des relations régulières avec les putschistes vénézuéliens comme Leopoldo Lopez ou Juan Guaido. Leopoldo Lopez, figure de proue de l'opposition de droite au Venezuela, s'est dernièrement entretenu avec l'ambassadeur d'Espagne à Caracas sur les évolutions du pays de Simon Bolivar. Pourtant, Lopez est sous mandat d'arrêt pour avoir fomenté diverses conspirations contre le gouvernement de Nicolas Maduro. La récente élection du social-démocrate Pedro Sanchez au poste de Premier ministre n'a absolument rien changé au positionnement de l'Espagne dans les plans agressifs de déstabilisation ourdis par l'impérialisme et ses institutions, UE, OTAN, etc.

Correspondant d'Alger républicain